



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

RAPPORT D'EXECUTION AU 31 DECEMBRE
2017 DE LA LOI DE FINANCES, GESTION 2017

*Loi n 2016-33 du 26 décembre 2016 portant loi de finances pour la
gestion 2017*

FEVRIER 2018

DEVELOPPEMENT DES SIGLES

AFS	: Acompte Forfaitaire Spécial
CFPB	: Contribution Foncière des Propriétés Bâties
CGI	: Code Général des Impôts
DGDDI	: Direction Générale des Douanes et Droits Indirects
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGTCP	: Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FNRB	: Fonds National des Retraites du Bénin
FR	: Fonds Routier
IBNC	: Impôt sur les Bénéfices non Commerciaux
IFU	: Identifiant Fiscal Unique
IPTS	: Impôt Progressif sur Traitements et Salaires
IRPP	: Impôt sur les Revenus des Personnes Physiques
OHADA	: Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
PIB	: Produit Intérieur Brut
PPTE	: Pays Pauvre Très Endetté
RFU	: Régime Foncier Urbain
SCRP	: Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
SICOPE	: Système Intégré de Cotisation et des Pensions
SIGFiP	: Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SIGMAP	: Système Informatisé de Gestion des Marchés Publics
SIPIBE	: Système Informatique de Préparation Intégrée du Budget de l'Etat
SYDONIA	: Système Douanier Automatisé
TAF	: Taxe sur les Activités Financières
TDL	: Taxe de Développement Local
TPU	: Taxe Professionnelle Unique
TUCA	: Taxe Unique sur les Contrats d'Assurance
TUTR	: Taxe Unique sur les Transports Routiers
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
VPS	: Versement Patronal sur Salaires

Sommaire

INTRODUCTION	8
I- ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EN 2017	9
A- Environnement économique international et régional	9
B- Environnement national	10
II- EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT EN 2017	13
A- Recettes budgétaires	13
A-1- Recettes des administrations financières	14
A-2- Agence Nationale du Domaine et du Foncier	17
A-3- Recettes du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB) et des autres organismes publics	17
A-4- Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)	19
A-5- Autres recettes budgétaires	19
B- Dépenses budgétaires au 31 décembre 2017	20
B-1 Budget Général	20
B-2 Budget annexe du FNRB et Budgets des autres organismes Publics	24
B-3 Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)	25
C- Solde budgétaire d'exécution au 31 décembre 2017	26
III- OPERATIONS DE TRESORERIE EN 2017	27
A- Mobilisation des ressources	27
B- Exécution des charges de Trésorerie	27
IV- MODIFICATIONS INTERVENUES A FIN DECEMBRE 2017	29
A- Modifications de crédits	30
B- Prise d'actes réglementaires pour l'application du texte de loi	53
CONCLUSION.....	50

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Indice du chiffre d'affaires	11
Tableau 2 : Evolution du commerce extérieur entre 2016 et 2017.....	12
Tableau 3 : Evolution du trafic portuaire de marchandises (tonnes métriques).....	13
Tableau 4 : Recettes brutes des administrations financières sur la période 2016 - 2017	14
Tableau 3 : Recettes du FNRB et des autres organismes publics sur la période 2016-2017.....	18
Tableau 3 : Recettes des Comptes OME et PME au 31 décembre 2016 et 2017.....	19
Tableau 5 : Evolution des engagements des dépenses ordinaires au 31 décembre 2016 et 2017.....	23
Tableau 6 : Evolution des engagements des dépenses en capital à fin décembre 2016 et 2017	24
Tableau 7 : Exécution des dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale au 31 décembre 2017.....	25
Tableau 8 : Présentation des soldes budgétaires d'exécution à fin décembre 2016 et 2017	26
(En millions de FCFA).....	26
Tableau 9 : Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie par nature à fin décembre 2017.....	27
(En millions de FCFA).....	27
Tableau 10 : Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature à fin décembre 2017.....	28
Tableau 11 : Tableau de financement d'exécution de la loi de finances pour la gestion 2017 à fin décembre.....	28

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique n° 1 : Evolution des réalisations brutes par régies à fin décembre 2016 et 2017	14
Graphique n° 2 : Evolution des dépenses par grande masse à fin décembre 2016 et 2017	25

T b

RESUME EXECUTIF

Les ressources mobilisées à fin décembre dans le cadre de l'exécution de la loi de finances pour la gestion 2017 s'établissent à **1 870 671,1 millions de FCFA**, soit un taux de réalisation de **93,0%**. En 2016, à la même période, elles ressortaient à **1 404 893,4 millions de FCFA**. L'amélioration des recettes de montant 465 777,8 millions de FCFA en 2017, confirme la tendance qui s'est dégagée à partir du deuxième trimestre de l'année, où les taux globaux de recouvrement étaient toujours au-dessus de ceux de l'année 2016. L'analyse de l'efficacité des régies financières en 2017 révèle un lien étroit entre les résultats obtenus et les réformes mises en œuvre depuis avril 2016.

Quant aux dépenses effectuées au titre de la loi de finances pour la gestion 2017, elles atteignent à fin décembre, **1 811 052,1 millions de FCFA**, soit un taux d'exécution de **90,1%** contre **1 425 259,7 millions de FCFA** en 2016. Elles s'inscrivent ainsi en hausse de **385 792,4 millions de FCFA** par rapport à 2016. Dans l'ensemble, l'exécution des charges de la loi de finances pour la gestion 2017 est caractérisée par :

- (i) un meilleur pilotage des dépenses de personnel : en effet, d'un niveau prévisionnel de 49,3%, le ratio masse salariale sur recette fiscale est ressorti en fin de gestion 2017 à 47,3%, soit un gain de deux (02) points obtenu essentiellement grâce à la modernisation des processus de paiement de primes et aux audits des fichiers soldes ;
- (ii) une utilisation efficiente des crédits de fonctionnement et de transferts : la revue de la dépense publique a constitué le socle de l'exécution du budget de fonctionnement de l'Etat. Les gains d'efficacité réalisés à politique inchangée sont estimés à environ **20 milliards de francs CFA** (hors dépenses imprévues comme celles liées à l'apurement des dettes de l'Etat vis-à-vis de SBEE et de la SONEB) ;
- (iii) une accélération des dépenses d'investissements avec un accent particulier sur les études de faisabilité, l'accroissement de la capacité énergétique, l'amélioration du cadre de vie et les dépenses sociales prioritaires exécutées à 105% des prévisions annuelles;
- (iv) une anticipation sur certaines charges de trésorerie, en lien avec l'accélération des travaux de BTP ayant engendré l'avancement des échéances de paiement de certains prêts bancaires directs.

L'exécution de la loi de finances par composantes se présente ainsi qu'il suit :

1- Le budget de l'Etat

1-1. A fin décembre 2017, les produits de recettes budgétaires ressortent à **1 002 560,4 millions de FCFA**, en hausse de **170 611,3 millions de FCFA** par rapport aux réalisations de l'année 2016 établies à **831 949,1 millions de FCFA**. En termes de performance, le taux de réalisation des recettes affiche une progression de 12 points de pourcentage, passant de 87,5% en 2016 à 99,5% en 2017.

La performance dans la mobilisation des ressources inscrites en loi de finances pour la gestion 2017 est le résultat des actions **de lutte contre la corruption et de sécurisation de recettes (meilleur recouvrement des produits des services intermédiaires de recettes et mise à jour systématique de la base de données des contribuables et sa connexion au Système Intégré de Gestion des Finances Publiques)**.

1-2. Pour ce qui concerne les dépenses budgétaires, elles s'établissent à fin décembre 2017 à **1 397 272,0 millions de FCFA**, correspondant à un taux de **82,3%** des prévisions annuelles. Par rapport à l'année 2016, les dépenses budgétaires sont en hausse de **270 660,7 millions de FCFA** soit **24,0%**, essentiellement tirées par l'exécution des projets d'investissement du PAG.

1-3. L'exécution budgétaire à fin décembre 2017 fait ressortir ainsi un solde global déficitaire d'un montant de **282 971,2 millions de FCFA**, base ordonnancement contre **222 002 millions de FCFA** en 2016.

2- Les opérations de trésorerie

2-1. A fin décembre 2017, les ressources de trésorerie atteignent **868 110,8 millions de FCFA**, soit **86,5%**, sur une prévision annuelle de **1 002 861 millions de FCFA**. Les bons et obligations du trésor et les emprunts intérieurs justifient principalement ce niveau de mobilisation. Les charges de trésorerie sont, quant à elles, couvertes à hauteur de **413 780,1 millions de FCFA**, soit un taux de 132,4% des prévisions annuelles. Ce niveau d'exécution des charges de trésorerie est lié à l'émission, en 2017, de bons de trésor infra-annuels et au remboursement par anticipation de certains titres. Comparées au niveau de l'année 2016, les charges de trésorerie enregistrent une hausse de **115 131,7 millions de FCFA** en 2017.

2-2. Le solde budgétaire cumulé avec les charges de trésorerie de la période dégage un besoin global de financement de **696 751,3 millions de FCFA** en exécution. Les ressources de financement ayant atteint **868 110,8 millions de FCFA** en 2017, ce

besoin de financement global a été couvert et il en ressort un solde excédentaire de **171 359,5 millions de FCFA.**

INTRODUCTION

La loi de finances pour la gestion 2017, qualifiée de première loi de finances d'opérationnalisation du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2016-2021, a connu une exécution réussie.

Les résultats budgétaires obtenus à fin décembre 2017 traduisent l'engagement du Gouvernement pour une mobilisation accrue des ressources et la promotion d'une dépense publique de qualité. La recherche permanente de l'efficacité et de l'efficience de la dépense publique, l'élargissement de l'assiette fiscale, la lutte contre la corruption, la sécurisation des ressources publiques et le respect des engagements vis-à-vis des Partenaires Techniques et Financiers ont constitué le crédo du Gouvernement au titre de la gestion 2017.

Des résultats significatifs ont été obtenus consécutivement à l'engagement du Gouvernement pour l'élargissement de l'assiette fiscale et la meilleure mobilisation des ressources. En effet, les recettes propres ont atteint à fin décembre 2017, un taux de mobilisation de **99,5%** alors qu'il n'a été recouru aux ressources d'emprunt qu'à concurrence de **86,5%** des prévisions annuelles. Ce qui correspond bien à la politique du Gouvernement de maîtriser la dette publique et de réduire progressivement l'espace occupé par celle-ci dans le budget de l'Etat.

Le présent rapport retrace, par type de budget et par nature économique, le niveau d'exécution des crédits ouverts et de réalisation des recettes. Il rend, par ailleurs, compte de l'exécution du schéma de financement de la loi de finances pour la gestion 2017 à travers le point sur la mobilisation des ressources de financement et le degré de couverture des charges de trésorerie.

I- ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EN 2017

A- Environnement économique international et régional

L'économie mondiale poursuit son expansion, soutenue par la reprise de la consommation, de l'investissement et du commerce international. Selon le FMI, la croissance du PIB mondial devrait se renforcer pour atteindre 3,7% et 3,9% respectivement en 2017 et 2018, soit 0,1 point de plus que les prévisions de juillet dernier.

Aux Etats-Unis, la faiblesse de la consommation au premier trimestre s'est avérée temporaire, tandis que l'investissement des entreprises a continué de progresser, en partie du fait d'une reprise dans le secteur de l'énergie. D'après le FMI, le taux de croissance économique devrait atteindre 2,3% en 2017 après 1,5% en 2016. Le taux d'inflation moyen s'est établi à 2,1% en 2017 contre 1,3% l'année précédente.

Dans la zone euro, la croissance devrait se poursuivre à un rythme soutenu. Le FMI a relevé ses prévisions de croissance pour la zone euro à 2,4% pour 2017 et 2,2% en 2018 (après 1,8% en 2016). En ce qui concerne le taux d'inflation, il s'est affiché à 1,5% en 2017 contre 0,2% en 2016.

En Chine, le taux de croissance économique est estimé à 6,8% en 2017 contre 6,7% en 2016. L'économie devrait rester soutenue. Le taux d'inflation quant à lui s'est établi à 1,5% en 2017 contre 2,0% pour l'année 2016.

Au sein des pays de l'UEMOA, l'activité économique devrait rester dynamique. Le taux de croissance de la zone devrait afficher un rebond de 6,5% en 2017 contre 6,1% en 2016, soutenu principalement par les secteurs secondaire et tertiaire. En ce qui concerne le taux d'inflation au sein de la zone, il s'établirait à 1,2%, restant contenu dans la limite communautaire.

Au Nigéria, l'économie est officiellement sortie de récession depuis le deuxième trimestre 2017. Selon le FMI, le taux de croissance de l'économie s'afficherait à 0,8% en 2017 contre -1,6% en 2016. Cette amélioration de la croissance s'est toutefois

déroulée dans un contexte fortement inflationniste. Le taux d'inflation s'est établi à 16,3% contre 15,7% en 2016.

B- Environnement national

Le contexte économique en 2017 a été marqué par : i) une accélération de la croissance économique ; ii) une maîtrise des prix, un accroissement significatif des dépenses d'investissements publics ; iii) un solde courant de la balance des paiements déficitaire ; iv) une hausse de la masse monétaire et de ses contreparties.

Au plan de la croissance économique, selon les prévisions convenues avec le Fonds Monétaire International en septembre 2017, le taux de croissance économique pour l'année 2017 s'établirait à 5,6% contre 4,0% en 2016, soit une hausse 0,2 point par rapport aux prévisions de février 2017. Cette accélération de la croissance est principalement portée par : i) la mise en œuvre du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG), notamment dans ses volets infrastructures (BTP, Energie, etc.) ; ii) les bonnes performances de la filière coton qui réaliserait en 2017, un nouveau record historique de production (530.000 tonnes) après celui de 2016 (450.000 tonnes) ; iii) le dynamisme du secteur manufacturier, soutenu par la bonne tenue de la filière coton ; iii) la fin de la récession au Nigéria. Les chiffres de la conjoncture à fin décembre 2017 semblent bien confirmer cette tendance comme le montre l'indice du chiffre d'affaires présenté dans le tableau 1.

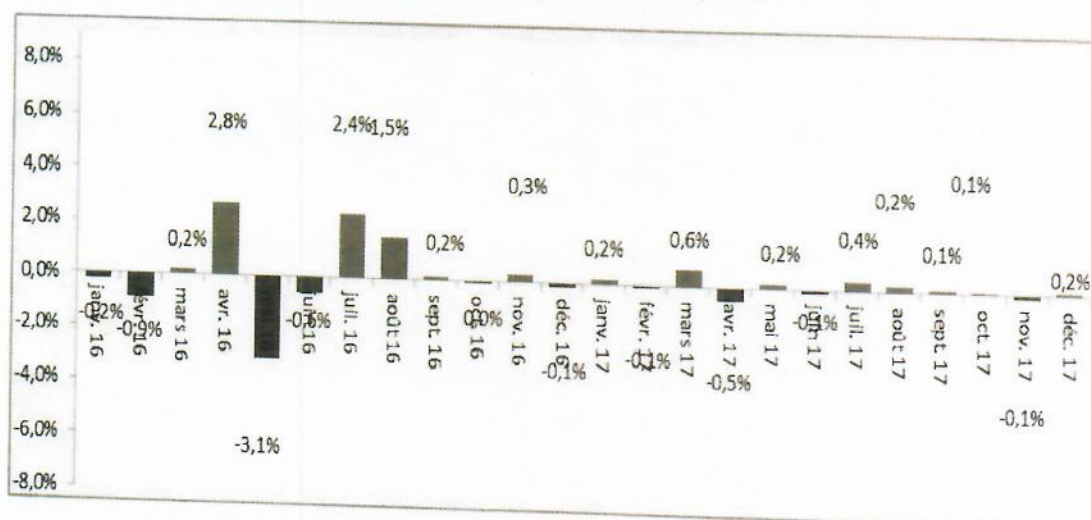
Tableau 1 : Indice du chiffre d'affaires

	Pondérations	Moyenne 2016 (1)	Moyenne 2017 (2)	Variation (2) par rapport à (1) (en %)
INDICE GLOBAL	10 000	98,7	109,1	10,6
Elevage	1 060	95,3	68,4	-28,3
Industries Manufacturières	1 427	87,8	95,7	9,0
Energie	194	80,3	124,1	54,6
BTP	803	107,1	163,5	52,6
Commerce	2 993	100,7	107,0	6,3
Transport et Télécoms	1 476	94,7	108,4	14,5
Banques et Assurances	333	106,3	105,3	-1,0
Autres Services	1 714	106,4	123,4	16,0

Source : DPC/DGAE, janvier 2018

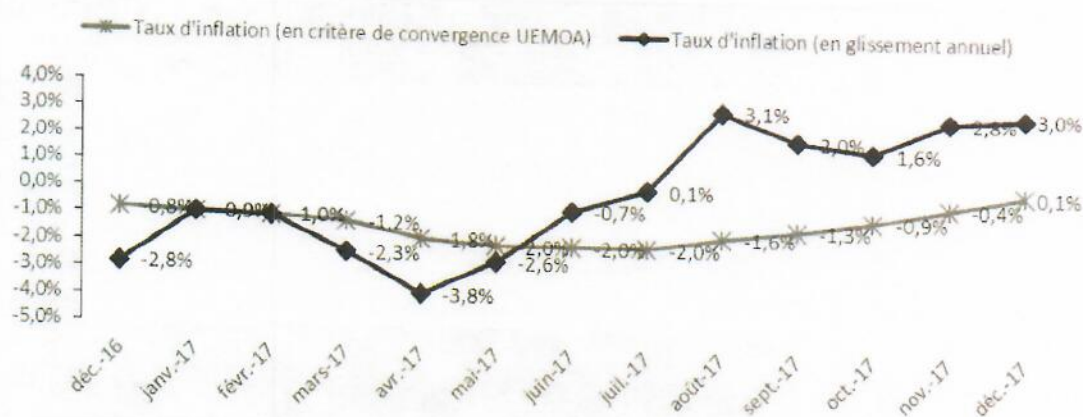
Au niveau de l'emploi dans les grandes entreprises, il est noté une modeste amélioration en moyenne de 0,1% sur l'année 2017 bien que son évolution ait été erratique depuis le début de l'année.

Graphique 1 : Evolution de l'emploi dans les grandes entreprises



S'agissant des prix, le taux d'inflation, critère de convergence de l'UEMOA, s'est établi à 0,1% contre -0,8% en 2016, largement inférieur à la norme communautaire de 3,0%. Cette légère accélération des prix est tirée, entre autres, par : i) la hausse des prix des produits énergétiques dont l'essence de contrebande communément appelée « kpayo » ; ii) la hausse des prix des produits alimentaires.

Graphique 2 : Evolution de l'inflation



Source : INSAE, janvier 2018

Au niveau du commerce extérieur, les chiffres disponibles à fin septembre 2017 montrent une progression aussi bien des exportations que des importations.

Tableau 2 : Evolution du commerce extérieur entre 2016 et 2017

	Cumul jusqu'à fin septembre 2016	Cumul jusqu'à fin septembre 2017	Variation (%)
IMPORTATION			
Valeur (en milliards FCFA)	1 005,9	1 113,0	18,6
EXPORTATION TOTALE¹			
Valeur (en milliards)	211,2	333,6	57,6

Source : INSAE, décembre 2017

¹ Elles comprennent les exportations classiques et les réexportations

Ainsi, les importations affichent une hausse de 7,3% en quantité et de 14,2% en valeur. La hausse des importations est soutenue par certains produits comme le riz en brisure, l'huile de palme, l'huile de pétrole ou minéraux bitumineux.

Les exportations totales, quant à elles, affichent une hausse de 57,6% en valeur et 6,3% en quantité. Elles sont tirées, entre autres, par les exportations de coton, des noix de cajou, du ciment non pulvérisé (clinkers), de sucre, etc.

Ces tendances sont confirmées par les statistiques portuaires dont le point provisoire sur les marchandises, à fin décembre 2017 se présente comme suit.

Tableau 3 : Evolution du trafic portuaire de marchandises (tonnes métriques)

Indicateur	2016	2017	Variation (%)
Import	8 297 783	7 514 230	10,4
Export	869 057	602 409	44,3
Transbordement	236 258	584 765	-59,6
Total	9 403 098	8 701 403	8,1

Source : Port Autonome de Cotonou

Au plan monétaire, la situation en 2017 est marquée par une hausse de la masse monétaire de 1,1% qui s'est établie à 2 137,5 milliards FCFA. Cette augmentation de la quantité de monnaie en circulation dans l'économie est le fait : (i) d'une augmentation de 1,5% des créances à l'économie par le système bancaire ; (ii) d'une hausse des créances nettes du secteur bancaire vis-à-vis de l'administration centrale.

II- EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT EN 2017

A- Recettes budgétaires

Les recettes budgétaires sont constituées des produits issus :

- des administrations financières (DGDDI, DGI et DGTCP) ;
- de l'ANDF ;
- du FNRB et des autres budgets ;
- des comptes d'affectations spéciales ;
- des dons budgétaires ;



- des produits des allègements de la dette publique ;
- des fonds de concours et des recettes assimilées.

A fin décembre 2017, les recettes totales s'établissent à **1 002 560,4 millions de FCFA**, en hausse de **170 611,3 millions de FCFA** par rapport aux réalisations de l'année 2016. En termes de performance, le recouvrement des recettes budgétaires s'est accéléré de 12 points de pourcentage en 2017 en passant de 87,5% en 2016 à 99,5% en 2017.

A l'analyse, il est observé que la performance des régies est essentiellement le reflet des effets positifs des réformes mises en œuvre depuis avril 2016 en matière **modernisation de l'administration fiscale, de lutte contre la corruption et de sécurisation de recettes (meilleur recouvrement des produits des services intermédiaires de recettes et mise à jour systématique de la base de données des contribuables et sa connexion au Système Intégré de Gestion des Finances Publiques)**. Ces actions menées ont, en effet, permis de développer les capacités de collecte des administrations financières et d'élargir l'assiette fiscale.

A-1- Recettes des administrations financières

A fin décembre 2017, les recettes recouvrées par les administrations financières sont de **882 687,9 millions de FCFA**, soit un taux de recouvrement de **101,8%**. Elles affichent ainsi une hausse de **141 956,1 millions de FCFA** par rapport aux réalisations de l'année 2016 qui ressortaient, à fin décembre, à **740 731,8 millions de FCFA**.

Les mobilisations de recettes, par administration financière en 2017, sont consignées dans le tableau n° 1 ci-après :

Tableau 4 : Recettes brutes des administrations financières sur la période 2016 - 2017
(En millions de FCFA)

Régies	2016		Taux (%)	2017		Taux (%)	Ecart	Variation (%)
	Prévisions	Réalisations		Prévisions	Réalisations			
Douanes	363 702	289 728,7	79,7	383 500	312 253,2	81,4	22 524,6	7,8
Impôts	407 700	381 464,3	93,6	415 200	403 251,2	97,1	21 786,9	5,7
Trésor	67 346	69 538,9	103,3	68 000	167 183,6	245,9	97 644,7	140,4
Total	838 748	740 731,9	88,3	866 700	882 687,9	101,8	141 956,1	19,2

Source : Régies Financières/DGB, janvier 2018

Les éléments explicatifs des niveaux de réalisation à fin décembre par régie financière se présentent ainsi qu'il suit :

A-1-1. Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI)

Les recettes brutes de la DGDDI au 31 décembre 2017 non compris les Prélèvements Communautaires (5 **347,1** millions de FCFA) et les Prélèvements Communautaires de Solidarité (9 **911,4** millions de FCFA) s'établissent à **312 253,2** millions de FCFA contre **289 728,6** millions de FCFA en 2016, en hausse de **22 524,6** millions de FCFA.

Quoique les objectifs annuels attendus n'aient pas été atteints, il est enregistré une amélioration du taux de recouvrement des recettes douanières qui est passé de 79,7% en 2016 à 81,4% en 2017 (**+1.7 points de pourcentage**). Entre 2016 et 2017, les recettes douanières ont progressé de 7,8%.

Les difficultés de réalisation des prévisions initiales sont pour l'essentiel liées à : (i) la chute de l'activité d'escorte des véhicules d'occasion ; (ii) la non maîtrise de l'informel (entraînant une concurrence déloyale en ce qui concerne certains produits tels que les produits pétroliers, le ciment, les carreaux, etc.) ; (iii) l'installation au Nigéria d'usines locales de production d'un certain nombre de produits manufacturés tels que les concentrés de tomates, le lait, etc. ; (iv) l'autorisation de l'importation via les ports du Nigéria de certains produits pourvoyeurs de recettes tels que la friperie, la bonneterie, les pommes fruits, etc.

La performance observée en 2017 par rapport à 2016 est tirée par certains produits dont particulièrement l'huile de palme, le riz, le sucre, la farine de blé, le fer à béton et les pâtes alimentaires. Il importe de compléter à cette liste certains produits mis en consommation en 2017 (huile de navettes, froments et méteil, autres véhicules aériens, pâte à modeler, etc.) non consommés au cours de l'année 2016.

En termes de perspectives, la DGDDI envisage accélérer non seulement les réformes pour la modernisation de l'administration des douanes mais aussi poursuivre les efforts de renforcement des capacités de l'administration douanière à appréhender la matière imposable.

A-1-2 Direction Générale des Impôts (DGI)

Les produits de recettes enregistrés par la DGI à fin décembre 2017 se chiffrent à **403 251,2 millions de FCFA**, en hausse de **21 786,9 millions de FCFA** (5,7%) par rapport à fin décembre 2016. Le taux de recouvrement en 2017 s'affiche ainsi en

progression de **3,5 points de pourcentage** passant de **93,6%** en 2016 à **97,1%** en 2017.

Les performances de la DGI en 2017 résultent des mesures prises pour un meilleur rendement fiscal. Celles-ci ont impacté positivement certains prélèvements qui se sont, en conséquence, bien comportés pendant l'année. Il s'agit principalement de : (i) l'AIB au cordon douanier (209,2%) ; (ii) la taxe professionnelle synthétique (147,2%) ; (iii) la taxe sur véhicule de société (144,2%) ; (iv) l'IRPP sur revenus non commerciaux (125,8%) ; (v) l'IRPP sur revenus foncier (115,4%) ; (vi) la taxe sur valeur ajoutée (117,6%) ; (vii) la taxe sur les jeux de hasard (102,3%) ; (viii) le droit d'enregistrement (101,5%) ; (ix) l'IRPP sur revenus des capitaux mobiliers (103,7%) ; (x) l'AIB intérieur (101,5) ; (xi) la taxe sur les véhicules à grosses cylindrées (111,2%).

Toutefois, les efforts doivent se poursuivre pour l'amélioration du niveau de recouvrement de certains prélèvements ci-après : (i) l'acompte forfaitaire sur véhicule d'occasion (43,88%), (ii) l'IRPP/revenus commerciaux (57,95%), (iii) la TPS sur transport routier (31,49%), (iv) la Taxe Unique sur les Contrats d'Assurances (56,77%), et (v) la Taxe sur les Activités Financières (75,80%).

En termes de perspectives, la DGI devra accélérer la mise en œuvre des réformes ci-après : (i) la bancarisation du paiement des impôts et taxes pour les grandes entreprises ; (ii) la facturation électronique de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et (iii) la construction/constitution de la base de données des opérateurs économiques.

A-1-3. Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)

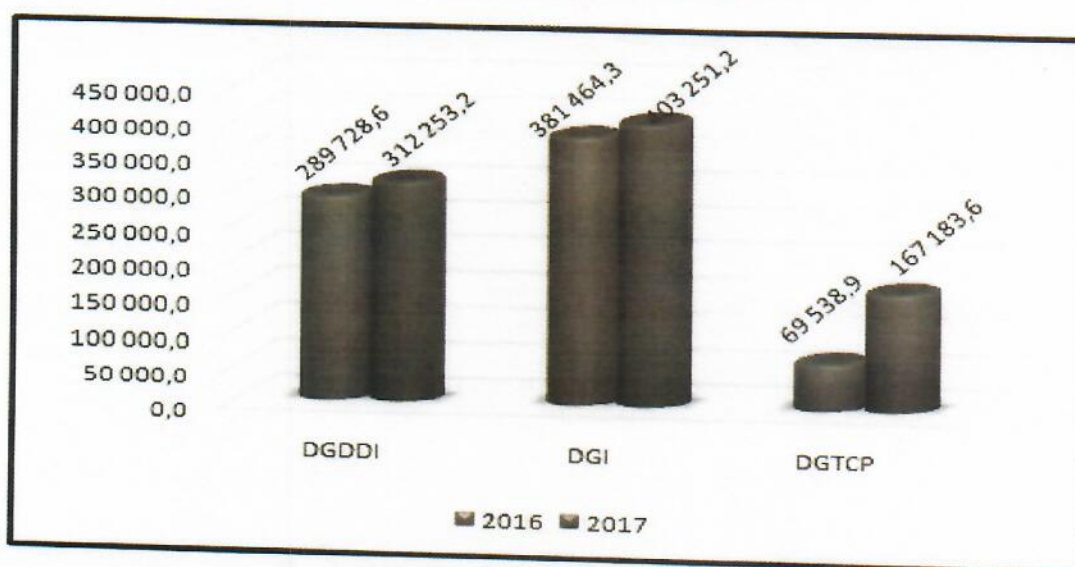
Au titre de l'année 2017, la DGTCP a réalisé des recettes de montant de **167 183,6 millions de F CFA**, en hausse de **97 644,7 millions de FCFA** par rapport à l'année 2016 où elles se situaient à 69 538,9 millions de FCFA. Le niveau des recouvrements à fin décembre 2017 affiche ainsi un taux remarquable de **245,9%** contre 103,3% à la même période en 2016.

La performance notée dans le recouvrement des recettes de 2017 **est le fruit des mesures prises dans le sens du reversement obligatoire de tous les produits des services intermédiaires de recettes au Trésor. Les résultats de cette politique se sont traduits par l'accroissement des niveaux de recouvrement : 622,2% pour les recettes exceptionnelles ; 118,7% pour les droits et frais administratifs ; 113,5% pour les autres recettes non fiscales ; 140,1% pour les produits financiers ; 351,7% pour les amendes et condamnations pécuniaires ; 116,3% pour le revenu de l'entreprise et**

du domaine. Les recettes de la DGTCP en 2017 intègrent les redevances de gestion des ressources en fréquences recouvrées auprès de SPACETEL BENIN SA et ETISALAT pour un montant de **46 683,5 millions de F CFA** et les produits des services intermédiaires de recettes (SIR) pour un montant de **38 440,6 millions de F CFA**.

Le graphique n°1 ci-après montre l'évolution des produits de recettes enregistrés par les trois régies financières sur la période de 2016-2017.

Graphique n° 1 Niveau des recettes par régie en 2016 et 2017.



Source : Régies financières/DGB, janvier 2018

A-2- Agence Nationale du Domaine et du Foncier

A fin décembre 2017, les recettes de l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF) se situent à 1 647,9 millions de FCFA contre une prévision nulle. Elles sont majoritairement constituées des produits de ventes.

A-3- Recettes du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB) et des autres organismes publics

- Les cotisations sur salaires et les validations de service sont les éléments constitutifs des recettes du **Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB)**. A fin décembre 2017, les recettes du FNRB ressortent à **31 637 millions de FCFA**, sur une prévision initiale de 25 400 millions de FCFA correspondant à un taux de réalisation de 124,6% contre 92,3% à la même période en 2016. Le niveau atteint en 2017 laisse ainsi apparaître, une hausse de performance de 33,2 points de pourcentage, qui se justifie principalement par : **(i) l'application des nouveaux**

taux de cotisations pour compter du mois d'avril 2017 et (ii) l'affiliation des agents contractuels de l'Etat au FNRB.

- Sur un objectif annuel de 4 400 millions de FCFA, les recettes du **Fonds Routier** (FR) au 31 décembre en 2017, s'établissent à **3 667,9 millions de F CFA**, contre **4 035,4 millions de FCFA** en 2016.

Le niveau de recouvrement des recettes atteint par le Fonds Routier, à fin décembre 2017, est tiré aussi bien par les réalisations des postes de péage/pesage de : (i) kpèdèkpo (253,2%), (ii) Ahozon (100,9%), (iii) Kprèkètè (120,0%), (iv) Sirarou (105,0%), (v) Diho (100,0%) que par les recettes diverses et produits financiers (660,5%).

- A fin décembre 2017, les ressources propres de la **Caisse Autonome d'Amortissement** (CAA) ont atteint **20 168,5 millions de FCFA** sur une prévision annuelle de 3 300 millions de FCFA, soit un taux de réalisation de 611,2% contre 194,9% à la même date en 2016. Ce résultat exceptionnel enregistré s'explique par : (i) le recouvrement des impayés de la CEB pour un montant de 6 milliards de FCFA, (ii) la compensation des dettes et créances de la poste du Bénin-CAA ayant permis le recouvrement d'un montant de 1,1 milliards de FCFA, (iii) le recouvrement des arriérés dus par la SBEE de 9 milliards de FCFA et le (iv) le paiement effectué par plusieurs institutions de micro finances au profit de la CAA. Le tableau n°2 ci-dessous récapitule les réalisations au 31 décembre 2016 et 2017 des recettes des autres budgets.

Tableau 3 : Recettes du FNRB et des autres organismes publics sur la période 2016-2017

(En million de FCFA)

Autres Administrations	2016			2017			ECARTS DE REALISATION	
	PREV.	REAL. AU 31 DECEMBRE	TAUX (%)	PREV.	REAL. AU 31 DECEMBRE	TAUX (%)	ECARTS	Variation (%)
F N R B	25 721	23 753	92,3	25 400	31 637,0	124,6	7 884	33,2
FONDS ROUTIER (Ressources propres)	3 456	4 035,4	116,8	4 400	3 667,9	83,4	-367,5	-9,1
C A A	4 000	7 797,0	194,9	3 300	20 168,5	611,2	12 371,5	158,7
TOTAL	33 177	35 585,4	107,3	33 100	55 473,4	167,6	19 888	55,9

Source: MEF/DGB, janvier 2018

A-4- Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)

Sur une prévision annuelle de 23 785 millions de FCFA, les comptes "Opérations Militaires à l'Extérieur" (OME) et "Partenariat Mondial pour l'Education" (PME) ont atteint au 31 décembre 2017, un niveau de mobilisation de **11 639 millions de FCFA**, correspondant à un taux de 48,9%.

Le tableau ci-après donne le détail des réalisations.

Tableau 3 : Recettes des Comptes OME et PME au 31 décembre 2016 et 2017

En millions de FCFA

Comptes d'affectation spéciale	2016			2017		
	Prév.	Réal.	Taux (%)	Prév.	Réal.	Taux (%)
Opérations Militaires à l'Extérieur (OME)	13 000	12 574,0	96,7	16 000	10 692,6	66,8
Partenariat Mondial pour l'Education (PME)	15 116	11 231,4	74,3	7 785	946,4	12,2
Total	28 116	23 805,4	84,7	23 785	11 639,0	48,9

Source: MEF/DGB/DGTCF, janvier 2018

A-5- Autres recettes budgétaires

Sont classés dans la catégorie des "autres recettes budgétaires", les fonds de concours et recettes assimilées, les dons budgétaires et les produits issus des allègements de la dette.

A fin décembre 2017, les dons budgétaires et les produits liés aux fonds de concours et recettes assimilées s'établissent respectivement à 13 985,0 millions de FCFA et 37 127,1 millions de FCFA, correspondant à 88,3% et 61,6% des prévisions annuelles.

Le tableau n° 4 ci-après présente le détail du niveau de mobilisation par composante.

Tableau 4 : Récapitulatif de la mobilisation des autres ressources budgétaires à fin décembre 2016 et 2017

(En millions de FCFA)

NATURE DES RESSOURCES	2016			2017			ECARTS DE REALISATION	
	PREV. Annuelles	REAL. au 31 décembre	TAUX (%)	PREV. Annuelles	REAL. au 31 décembre	TAUX (%)	ECARTS	Variation (%)
Dons budgétaires	0,0	0,0	0,0	15 840	13 985,0	88,3	13 985,0	-
Allègement de la dette (IPPTE)	8 469,0	6 354,6	75,0	8 000	-	-	-6 354,6	-
Fonds de concours + recettes assimilées	42 830,0	25 471,9	59,5	60 300	37 127,1	61,6	11 655,2	45,8
TOTAL	51 299,0	31 826,5	62,0	84 140	51 112,1	60,7	19 285,6	60,6

Source: MEF/DGB/CAA, janvier 2018

B- Dépenses budgétaires au 31 décembre 2017

Les dépenses du budget de l'Etat, gestion 2017 atteignent à fin décembre 2017 **1 397 272,0 millions de FCFA**, en hausse de **270 660,7 millions de FCFA** par rapport à l'exécution à fin 2016. Dans l'ensemble, l'exécution du budget de l'Etat en 2017 est caractérisée par un meilleur pilotage des dépenses de personnel, une rationalisation des dépenses de fonctionnement et de transfert et une priorisation et accélération des dépenses d'investissements.

Par type de budget, les éléments explicatifs du niveau d'exécution se présentent comme ci-après :

B-1 Budget Général

B-1-1 Dépenses ordinaires

Elles comprennent les charges financières de la dette, les dépenses de personnel, les dépenses d'acquisition de biens et services et les dépenses de transfert. A fin décembre, l'exécution des dépenses ordinaires ressort respectivement en engagement et ordonnancement à **713 161,0 millions de FCFA** et **699 670,6 millions de FCFA** contre 725 782,6 millions de FCFA et 704 926,4 millions de FCFA à fin décembre 2016.

La tendance baissière observée reflète bien l'effort de maîtrise des dépenses de fonctionnement impulsé depuis avril 2016 pour accroître les espaces budgétaires à l'investissement.

B-1-1-1 Charges financières de la dette publique

Les charges financières de la dette publique sont exécutées à concurrence de 106 393,3 millions de FCFA au titre de l'année 2017, soit un taux d'exécution de 102,6%.

Par composante, l'exécution des charges financières de la dette se présente comme ci-après :

- charges financières de la dette intérieure : 88 369,4 millions de FCFA, soit 104,1% ;
- charges financières de la dette extérieure : 18 023,9 millions de FCFA, soit 95,6%.

L'exécution des crédits destinés à la couverture des charges financières de la dette au-delà de 100% est liée principalement à la dette intérieure. Il y a d'un côté, les charges financières sur les bons du Trésor qui ont connu une exécution de 110,6% due à l'émission en cours d'année de bons à durée infra annuelle. Il y a de l'autre, les intérêts sur les prêts obtenus auprès des banques locales qui sont exécutés à 119,8%. Ceci s'explique par le caractère anticipé de l'achèvement de certains travaux dont les dénouements n'étaient pas prévus pour 2017.

B-1-1-2 Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de **340 559,6 millions de FCFA** à fin décembre 2017 contre 355 282,2 millions en 2016, en recul de 14 722,6 millions de FCFA.

L'écart d'exécution noté en 2017 est le reflet de plusieurs facteurs. A titre d'exemples, on peut citer : (i) les décalages observés dans le calendrier de recrutement des agents de l'Etat en 2017, du fait des travaux de mise en place d'un nouveau système transparent de recrutement ; (ii) les résultats positifs découlant des actions engagées en vue de l'assainissement et de l'interconnexion des bases de données SUNKWE et FUR ; (iii) la nouvelle gouvernance des primes qui font désormais, l'objet de virement bancaire.

B-1-1-3 Dépenses d'acquisitions de biens et services

Les éléments constitutifs des dépenses d'acquisitions de biens et services, sont les dépenses d'achats de biens et services ainsi que celles d'acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier.

A fin décembre 2017, les dépenses d'acquisition de biens et services atteignent respectivement en engagement et en ordonnancement 104 693 millions et 97 630 millions contre 99 805,6 millions et 92 380,6 millions en 2016. Cette évolution intègre des engagements imprévus de 23 600 millions de FCFA. Ceux-ci représentent la dette de l'Etat et de ses démembrements envers la SBEE à fin décembre 2016. Elle a été entièrement soldée sur les crédits de la gestion 2017.

En réalité, les dépenses de fonctionnement de l'année 2017 auraient pu se solder par une économie d'environ vingt (20) milliards de FCFA si ces aléas cités plus hauts n'avaient pas été gérés. Ce niveau de rationalisation des charges est le résultat de la poursuite des mesures d'optimisation des charges, en l'occurrence la revue systématique des dépenses.

B-1-1-4 Dépenses de tdransfert

Cet agrégat budgétaire comprend les subventions et les autres transferts courants. A fin décembre 2017, les dépenses de transfert ont été exécutées en engagement et en ordonnancement respectivement à **161 515,1 millions de FCFA** et **155 560,9 millions de F CFA** contre **207 358,9 millions de FCFA** et **196 416,4 millions** en 2016.

La baisse remarquable observée entre 2017 et 2016 se justifie par : (i) l'arbitrage opéré en début de gestion sur les activités budgétisées par les unités administratives et (ii) **la non reconduction de la subvention de l'Etat à la filière coton qui s'établissait annuellement à 20 milliards de F CFA.** L'exercice a permis de juger de la pertinence ou non des actions programmées et de faire un chiffrage de coût sur la base de déterminants physiques et financiers. A l'issue des travaux, certaines activités ont été recalées et les coûts initiaux d'autres revus à la baisse.

Les détails sur le niveau d'engagement par nature des dépenses ordinaires sont récapitulés dans le tableau n° 5 ci-après :

Tableau 5 : Evolution des engagements des dépenses ordinaires au 31 décembre 2016 et 2017

(En millions de FCFA)

Nature des dépenses	2016			2017			ECARTS	
	Prévis	Engag.	Taux Engag.	Prévis	Engag.	Taux Engag.	Ecart engag.	Taux de croiss. engag. (%)
Charges fin. de la Dette Pub	82 000	63 335,9	77,2	103 700	106 393,3	102,6	43 057,4	68,0
Dépenses de Personnel	346 000	355 282,2	102,7	354 628	340 559,6	96,0	-14 722,6	- 4,1
Dép d'acquis de biens et services	99 005	99 805,6	100,8	102 597	104 693,0	102,0	4 887,4	4,9
Dépenses de Transferts	218 713	207 358,9	94,8	200 200	161 515,1	80,7	-45 843,8	- 22,1
TOTAL	745 718	725 782,6	97,3	761 125	713 161,0	93,7	- 12 621,6	- 1,7

Source: MEF/DGB/SIGFiP, janvier 2018

B-1-2 Dépenses en capital

L'exécution des dépenses en capital en décembre 2017 a constitué une priorité pour le Gouvernement. En effet, parallèlement aux travaux déjà en cours, plusieurs études portant sur les projets du PAG sont lancées et d'autres réalisées.

A fin décembre 2017, l'exécution des dépenses en capital ressort à **531 804,3** millions de FCFA contre **289 234,8** millions de FCFA en 2016.

Le taux de 65,8% d'exécution des dépenses en capital sur ressources intérieures à fin décembre 2017, bien qu'étant insuffisant, apparaît satisfaisant au regard des différents heurts qu'ont connu les processus de contractualisation des marchés publics. Les travaux et études prévues pour 2017 ont pour la plupart été lancés. Les mesures sont prises au plan législatif pour pallier les difficultés qui ont ralenti en 2017 le rythme de mise en œuvre des actions d'investissements. Un nouveau code des marchés publics est adopté et des décrets d'application sont pris. Il importe, par ailleurs, de signaler que le premier trimestre a été consacré à la mise en cohérence des activités avec les axes du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG).

Ce niveau d'exécution des dépenses en capital en 2017 représente environ le double de la moyenne sur les cinq (05) dernières années. Ce qui témoigne bien de l'importance qu'accorde le Gouvernement à la réalisation des infrastructures socio-économiques, gage d'une croissance forte et durable.

L'exécution des dépenses en capital à fin décembre 2016 et 2017 est retracée dans le tableau n° 6 ci-après :

Tableau 6 : Evolution des engagements des dépenses en capital à fin décembre 2016 et 2017

Financement des dépenses	(En millions de FCFA)							
	2016			2017			ECARTS	
	Prévis	Engag.	Taux Engag.	Prévis	Engag.	Taux Engag.	Ecarts engagement	Taux de croissance engagement (en %)
Dépenses en capital sur financement Intérieures	138 314	192 417,0	139,1	575 317	359 424,3	62,5	167 007,3	86,8
Dépenses en capital sur financement Extérieur :	142 600	96 817,8	67,9	233 000	172 380,1	74,0	75 562,3	78,0
*Prêts	99 770	71 345,9	71,5	172 700	135 252,9	78,3	63 907,0	89,6
*Dons	42 830	25 471,9	59,5	60 300	37 127,1	61,6	11 655,2	45,8
TOTAL	280 914	289 234,8	103,0	808 317	531 804,3	65,8	242 569,5	83,9

Source : MEF/DGB, janvier 2018, sur la base de données SIGFiP et CAA.

B-2 Budget annexe du FNRB et Budgets des autres organismes Publics

B-2-1 Dépenses de fonctionnement et charges de la pension

Sur une dotation initiale de 65 850 millions de FCFA, les dépenses du FNRB sont exécutées à hauteur de 86 496,7 millions de FCFA contre 69 634,5 millions de FCFA en 2016, soit des taux d'exécution respectifs de 131,4% et 114,0%. Le niveau élevé du taux d'exécution en 2017 est imputable à : (i) la mise en application de la mesure de revalorisation de 1,5 de la pension des enseignants ; (ii) la mise à niveau à 1,25 de l'indice de toutes les pensions sur la base du décret n°2011-505 du 05 août 2011 portant institution d'un coefficient de revalorisation des indices de traitement des Agents de l'Etat.

B-2-2 Dépenses de fonctionnement de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA)

Les dépenses de fonctionnement de la CAA se situent à 1 884,0 millions de FCFA au 31 décembre 2017, contre 2 758,4 millions de FCFA en 2016.

B-2-3 Concours financier de l'Etat au fonctionnement du Fonds Routier (FR)

L'exécution des dépenses du Fonds Routier à fin décembre 2017 affiche 6 936,6 millions de FCFA contre 7 934 millions de FCFA à la même période en 2016.

La baisse observée s'inscrit dans la politique du Gouvernement de faire contribuer l'effort de resserrement des charges de fonctionnement à tous les services publics.

B-3 Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)

A fin décembre 2017, les dépenses engagées au titre des Comptes d'Affectation Spéciale (CAS) se chiffrent à 56 989,4 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 54 486 millions de FCFA, soit un taux d'exécution de 104,6%.

Le détail sur l'exécution des opérations des Comptes d'Affectation Spéciale se présente ainsi qu'il suit :

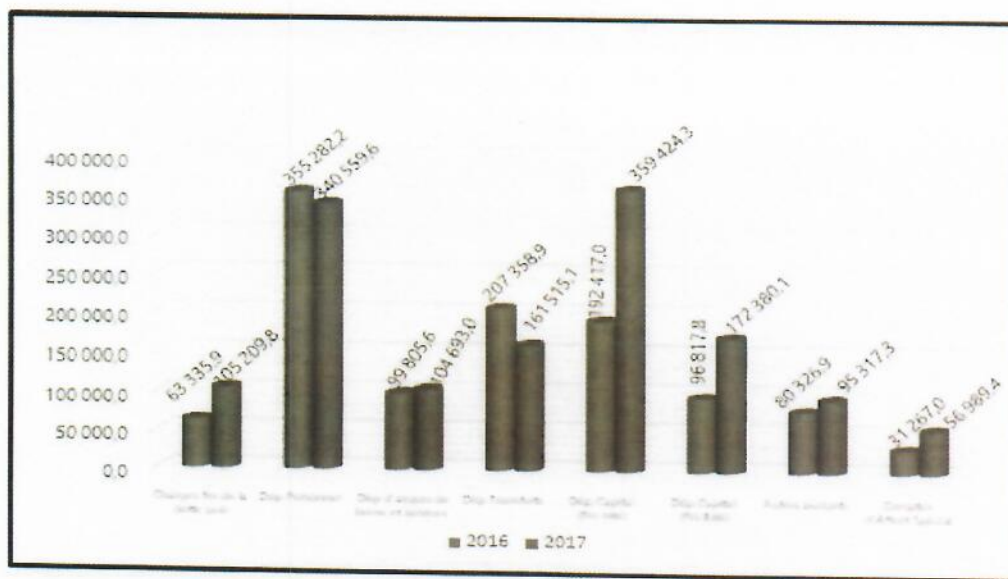
Tableau 7 : Exécution des dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale au 31 décembre 2017

(En millions de FCFA)			
Compte	Prévision annuelle	Montant engagé	Taux (%)
Opérations Militaires à l'Extérieur.....	16 000	14 096,7	88,1
Partenariat Mondial pour l'Education	16 505,1	9 961,6	60,3
Etude de Faisabilité	15 000	14 880,4	99,2
Programme SYDONIA	3 552	3 221,4	90,7
Opérations d'Escortes Douanières	4 000	11 625,2	290,6
Modernisation de l'Administration des Impôts	2 000	3 204,0	160,2
RAMU	748	0	0
Total	54 486	56 989,3	104,6

Source: MEF/DGB/DGTCP, janvier 2018

L'évolution de l'exécution des dépenses à fin décembre 2016 et 2017 est retracée par le graphique n° 2 ci-après :

Graphique n° 2 : Evolution des dépenses par grande masse à fin décembre 2016 et 2017



Source : MEF/DGB, janvier 2018

C- Solde budgétaire d'exécution au 31 décembre 2017

L'exécution, base ordonnancement, du budget de l'Etat à fin décembre 2017, présente les principaux soldes budgétaires récapitulés dans le tableau n° 8 ci-après :

Tableau 8 : Présentation des soldes budgétaires d'exécution à fin décembre 2016 et 2017

(En millions de FCFA)

Type de budget	2016			2017		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
Budget Général et Comptes d'Affectation	796 363,7	977 054,6	-180 690,9	947 087,0	1 192 726,6	-245 639,6
FNRB	23 753,0	69 634,5	- 45 881,5	31 637	86 496,7	-54 859,7
CAA	7 797,0	2 758,4	5 038,6	20 168,5	1 894,9	18 273,6
FR	4 035,4	4 503,6	-468,2	3 667,9	4 413,4	-745,5
Solde global d'exécution budgétaire	831 949,2	1 053 951,1	-222 001,9	1 002 560,4	1 285 531,6	-282 971,2

Source : MEF/DGB, janvier 2018

(Signature)

III- OPERATIONS DE TRESORERIE EN 2017

A- Mobilisation des ressources

A fin décembre 2017, les ressources de trésorerie s'établissent à **868 110,8 millions de FCFA** sur un objectif annuel de **1 002 861 millions de FCFA**, soit un taux de réalisation **86,6%**. Ce taux est fortement lié : (i) aux émissions des bons du trésor (125,9%) ; (ii) aux prêts obtenus aux guichets des banques locales (109,5%), aux prêt-programmes (100,4 %) et aux dépôts des correspondants du trésor pour un montant de 21 980,7 millions de FCFA.

Le détail sur la mobilisation des ressources de trésorerie se trouve dans le tableau ci-après :

Tableau 9 : Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie par nature à fin décembre 2017

(En millions de FCFA)

Nature	Prévisions	Réalisations	Taux (%)
Remboursement prêts et avances	947	7,5	0,8
Emission de dettes à moyen et long termes (emprunt Obligataire)	285 300	255 155,0	76,2
<i>Emprunts extérieurs (prêts projets ; prêts programmes)</i>	<i>210 300</i>	<i>173 014,3</i>	<i>82,3</i>
<i>Financement banques locales</i>	<i>75 000</i>	<i>82 140,6</i>	<i>109,5</i>
<i>Tirage sur FMI</i>	-	<i>25 802,6</i>	
Autres ressources de trésorerie	716 614	565 165,0	78,9
<i>Obligations du trésor</i>	<i>542 314</i>	<i>345 637,0</i>	<i>63,7</i>
<i>Bons du trésor</i>	<i>174 300</i>	<i>219 528,0</i>	<i>125,9</i>
Variation des dépôts des correspondants du Trésor		21 980,7	-
Produits des cessions d'actifs	-	-	-
Total	1 002 861	868 110,8	86,6

Source : MEF/DGTC/DGB, janvier 2018

B- Exécution des charges de Trésorerie

Les charges de trésorerie sont ressorties à 413 780,1 millions de FCFA à fin décembre 2017 contre 298 648,4 millions de FCFA en 2016. Ce niveau des charges de trésorerie se justifie par l'émission de bons de trésor infra-annuels et le remboursement par anticipation de certains titres.

L'exécution des charges de trésorerie se trouve récapitulée dans le tableau n° 10 ci-après :

Tableau 10 : Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature à fin décembre 2017

(En millions de FCFA)

Nature	Prévisions	Réalisations	Taux (%)
Prêts et avances	3 200	18	0,6
Amortissement emprunts obligataires	48 600	48 582,1	100
Amortissement tirages FMI	9 600	8 816,7	91,8
Amortissement emprunts extérieurs	31 600	51 822,9	164,0
Amortissement Bons du Trésor	162 000	221 655	136,8
Indemnités de vacation des enseignants	8 000	6 889,1	86,1
Amortissement dettes banques locales	39 600	22 813,8	57,6
Variation des instances de paiement	10 000	26 156,9	261,6
Retrait des correspondants du Trésor		27 025,6	
Total	312 600	413 780,1	132,4

Source : MEF/DGTCP/DGB, janvier 2018

Au total, la gestion de la trésorerie fait ressortir un solde excédentaire d'un montant de **171 359,5 millions de FCFA**.

Le tableau ci-dessous montre, à fin décembre, le schéma de financement de la loi de finances pour la gestion 2017.

Tableau 11 : Tableau de financement d'exécution de la loi de finances pour la gestion 2017 à fin décembre.

Eléments	Montant (en millions de FCFA)
Besoin de financement	696 751,3
Charges de trésorerie	413 780,1
1- Prêts et avances	18,0
2-Amortissement emprunts obligataires	48 582,1
3-Amortissement tirages FMI	8 816,7
4-Amortissement Bons du Trésor	221 655
5- Amortissement des emprunts extérieurs	51 822,9
6-Retraits des correspondants du Trésor	27 025,6
7-Variation des instances de paiement	26 156,9
8- Amortissement des emprunts banques locales	22 813,8
9-Autres charges de trésorerie	6 889,1
<i>Indemnités de vacation des enseignants</i>	<i>6 889,1</i>
9- Solde budgétaire déficitaire (base ordonnancement)	282 971,2
Ressources de financement	868 110,8
1-Remboursement prêts et avances	7,5
2-Emissions de dettes à moy. Et long termes	255 155,0
<i>Prêt-programmes</i>	<i>37 761,4</i>
<i>Prêt-projets</i>	<i>135 252,9</i>
<i>Prêt Banques locales</i>	<i>82 140,6</i>
3 – Tirage sur FMI	25 802,6
4-Dépôts des correspondants du Trésor	21 980,7
5-Autres ressources de trésorerie	565 165,0
° Bons de trésor	219 528,0
° Obligations du trésor	345 637,0
Excédent de financement au 31 décembre 2017	171 359,5

Source : MEF/DGTC/DGB, janvier 2018

IV- MODIFICATIONS INTERVENUES A FIN DECEMBRE 2017

L'exécution de la loi n°2016-33 du 26 décembre 2016 portant loi de finances pour la gestion 2017 a connu certaines modifications aussi bien au niveau des crédits qu'au niveau des dispositions normatives.

T. C. B.

A- Modifications de crédits

Au cours de la gestion, des procédures légales de modification des crédits budgétaires ont été mises en œuvre. Il s'agit, des procédures de virement, de transfert, d'annulation et de dépassement de crédits. Lesdites modifications ont permis aux services publics de mettre en cohérence le budget avec les plans de travail annuels validés et arrimés au PAG. Le tableau ci-dessous retrace de façon exhaustive les mouvements de crédits intervenus au titre de la gestion 2017.



CHAPITRES		MOUVEMENTS DE CREDITS						
		Dotations Initiales	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de Concours	Dotations Finales
10	ASSEMBLEE NATIONALE	14 056 443 000			-			14 056 443 000
11	COUR CONSTITUTIONNELLE	1 337 903 000		7 039 026	23 950 000			1 361 853 000
12	COUR SUPREME	3 092 208 000						3 092 208 000
13	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	1 883 962 000	12 355 000	12 355 000	-			1 883 962 000
14	HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION	1 733 427 000			-			1 733 427 000
15	HAUTE COUR DE JUSTICE	826 292 000			-			826 292 000
16	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	389 308 000			-			389 308 000
17	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE AUTONOME	1 000 000 000			-			1 000 000 000
20	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	14 935 908 000	1 530 250 866	1 798 250 866	60 000 000		196 787 100	14 995 908 000
	207 202 276 100 AUTORITE DE REGULATION DE L'ENERGIE	108 000 000		108 000 000			-	
	201 100 112 100 CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE	4 674 982 000	1 146 653 866	1 146 653 866			-	
	201 000 212 100 EQUIPEMENT SOCIO-ADMINISTRATIF	2 003 206 000		-			-	
	201 000 112 100 CHARGES COMMUNES	633 695 000	483 597 000	483 597 000			-	
	206 203 563 600 COMITE NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA	72 706 000		60 000 000	60 000 000		-	

CHAPITRES		MOUVEMENTS DE CREDITS						
		Dotations Initiales	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de Concours	Dotations Finales
201 603 812 900	PROJET DE TRANSFERT DE FONDS DES MIGRANTS Au SERVICE DU DEVELOPPEMENT DU BENIN	84 624 000					196 787 100	
22	MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	83 897 898 000	1 200 000 000	1 414 100 000	18 796 592 000			102 694 490 000
222 100 421 100	INSPECTION GENERALE DES ARMEES	2 500 000			15 000 000			
222 101 221 100	DIRECTION DES ECOLES ET DES SPORTS	1 900 000			1 900 000			
222 101 421 100	SERVICE REGIONAL DE L'INTENDANCE DES ARMEES	947 000			1 994 000			
222 101 821 100	CPADD	7 470 000			7 470 000			
222 200 122 100	COMMANDEMENT DE L'ARMEE DE TERRE	29 087 887 000			-			
222 200 623 100	EXPERTISE MEDICALE DES PERSONNELS NAVIGANTS DES FORCES AERIENNES	12 500 000			2 577 000			
222 200 723 100	RECYCLAGE DES PILOTES DES FORCES AERIENNES SUR SIMULATEUR DE VOL	7 577 000			-			
222 202 322 300	BATAILLONS DE L'ARMEE DE TERRE ET GNSP	49 067 000			150 003 000			
222 202 423 200	BASES AERIENNES	7 792 000			150 003 000			
222 202 524 200	BASES NAVALES	7 292 000			42 633 000			
222 100 321 100	ETAT MAJOR DES ARMEES	55 197 000			25 000 000			
222 100 121 100	CABINET DU MINISTRE	157 376 000			25 000 000			
222 000 221 100	EQUIPEMENT SOCIO-ADMINISTRATIF	1 162 848 000			-			

CHAPITRES		MOUVEMENTS DE CREDITS						
		Dotation Initiale	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de Concours	Dotation Finale
222 000 121 100	CHARGES COMMUNES	2 009 582 000			62 000 000			
222 202 821 100	DIRECTION DE LA PARTICIPATION DES ARMEES AU DEVELOPPEMENT ET AUX TACHES D'INTERETS PUBLICS	1 000 000			-			
224 201 544 200	CENTRE DE FORMATION MILITAIRE DE BEMBEREKE	1 923 000			1 923 000			
224 201 446 400	ECOLE NATIONALE DES OFFICIERS	1 923 000			1 923 000			
224 201 346 400	ECOLE NATIONALE DES SOUS-OFFICIERS	1 923 000			1 923 000			
222 202 821 800	CENTRE DE FORMATION AUX OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DE CANA	2 000 000			2 000 000			
222 600 921 100	PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL AU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE/DPP	100 000 000		48 000 000	-			
222 601 321 200	PROJET D'EQUIPEMENT DES FORCES ARMEES BENINOISES POUR LES OPERATIONS MILITAIRES A L'EXTERIEUR	900 000 000			-			
222 601 421 100	PROJET DE REHABILITATION, DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT D'INFRASTRUCTURES AU PROFIT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE DU MINISTERE	2 000 000 000			-			

CHAPITRES		MOUVEMENTS DE CREDITS						
		Dotation Initiale	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de Concours	Dotation Finale
222 601 521 200	PROJET DE REHABILITATION, DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT D'INFRASTRUCTURES AU PROFIT DE L'ETAT-MAJOR GENERAL ET DES STRUCTURES SOUS T	4 177 735 000			-			
222 601 621 200	PROJET DE REHABILITATION, DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT D'INFRASTRUCTURES AU PROFIT DES FORCES	7 157 204 000	1 200 000 000	1 200 000 000	-			
222 601 721 200	PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES OPERATIONNELLES DES FAB	8 500 000 000		18 400 000 000	-			
222 601 821 200	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA DEFENSE OPERATIONNELLE DU TERRITOIRE	5 000 000 000			-			
223 201 231 100	DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES	54 151 000			3 500 000			
223 201 834 400	DT. DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE	2 500 000			2 500 000			
224 201 044 200	LYCEE MILITAIRE DE JEUNES FILLES DE NANTINGOU	2 722 000			2 722 000			
224 201 144 200	PRYTANEE MILITAIRE DE BEMBEREKE	2 722 000			2 722 000			
224 201 246 400	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARMEES	1 923 000			-			
25	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	380 669 543 000	-	35 000 000	6 525 030 000			387 194 573 000

CHAPITRES		MOUVEMENTS DE CREDITS						
		Dotation Initiale	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de Concours	Dotation Finale
	257 400 472 700	140 974 000		-	339 030 000			
	AGENCE NATIONALE DU DOMAINE FONCIER							
	253 609 031 100	938 000 000		35 000 000	-			
	PROGRAMME D'AMELIORATION DE LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES							
	259 000 191 101	84 850 052 000		-	6 186 000 000			
	DETTE PUBLIQUE INTERIEURE-CAA							
26	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA LEGISLATION	24 047 522 000	-	-	-			24 047 522 000
27	MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPEMENT	11 463 411 000	23 000 000	17 000 000	-			11 463 411 000
	273 601 134 100	240 000 000	16 000 000	10 000 000				
	PROJET DE CONSTRUCTION DE REHABILITATION ET D'EQUIPEMENT DES BUREAUX ET RESIDENCE DIRECTIONS DEPARTEMENTALES DU PLAN (DDPSP)							
	273 608 832 100	325 000 000	7 000 000	7 000 000				
	PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL AU MDAEP							
	277 602 071 500	99 992 000		-				
	PROGRAMME DE CONSTITUTION D'UNE BANQUE DE PROJETS							
31	MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES	32 215 830 000	1 300 000 000	2 618 822 000	480 000 000			32 695 830 000
	316 601 066 300	2 739 560 000		720 582 000				
	PROGRAMME DE PROTECTION DES COUCHES VULNERABLES (PPCV)							
	313 000 133 100	815 734 000		-	480 000 000			
	CHARGES COMMUNES							

CHAPITRES		MOUVEMENTS DE CREDITS						
		Dotations Initiales	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de Concours	Dotations Finales
313 602 235 700	PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL AU SECTEUR DE LA MICROFINANCE	500 000 000		305 050 000				
313 600 932 900	PROJET D'AUTONOMISATION ECONOMIQUE DES FEMMES ET DE PROMOTION DU GENRE (PAEF-PG)	1 739 561 000		1 573 190 000				
313 600 833 300	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE LA REFORME ADMINISTRATIVE ET INSTITUTIONNELLE ET DES REFORMES DE LA FONCTION PUBLIQUE	100 000 000		10 000 000				
313 600 733 100	PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES LOCAUX DU MTFPRAL-DS ET DES DDTFPRAL-DS	1 300 000 000	1 300 000 000	10 000 000				
32	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION	31 444 707 000		590 000 000	1 850 390 332			33 295 097 332
325 400 253 100	OFFICE DE RADIODIFFUSION ET TELEVISION DU BENIN	109 311 000		-	852 744 100			
325 400 853 100	SUBVENTIONS AUX CHARGES SALARIALES DE L'ORTB	1 410 429 000		-	997 646 232			
325 608 953 500	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES STRUCTURES CENTRALES DE GOUVERNANCE (PRSCG)	696 000 000		455 000 000	-			
323 608 335 700	PROJET F. GOUVERNEMENT	575 000 000		135 000 000	-			-
34	MINISTERE DU CADRE DE VIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	149 438 946 000	37 601 363 000	36 075 513 135	-			149 438 946 000

CHAPITRES		MOUVEMENTS DE CREDITS						
		Dotation Initiale	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de Concours	Dotation Finale
347 625 374 900	PROJET DE RESERVE DE BIOSPHERE TRANSFRONTALIERE DU DELTA DU MONO	700 000 000	350 940 000	203 000 000				
347 625 174 200	AMENAGEMENT DES BERGES DE LA LAGUNE DE COTONOU	5 000 000 000		-				
347 624 374 200	PROGRAMME SPECIAL DE REHABILITATION DE LA VILLE D'ABOMEY	2 000 000 000		-				
347 624 274 200	PROGRAMME DES VILLES DURABLES	33 901 236 000	10 212 414 000	13 287 462 000				
347 600 172 600	PROJET DE CONSTRUCTION DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS	20 000 000 000	11 801 000 000	11 589 356 365				
345 625 752 100	CREATION D'UN COMPLEXE INTERNATIONAL (CONFERENCES ET THEATRE) A COTONOU	7 500 000 000		-				
347 625 871 300	RENOVATION DU CENTRE COMMERCIAL DE GANH	2 500 000 000		-				
348 600 184 200	PROJET D'APPUI A LA GESTION DES AIRES PROTEGEES AU BENIN (ex-PADAP)	700 000 000	314 375 000	156 435 000				
347 627 071 300	PROJET DE CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES SOCIO-COMMUNAUTAIRES SOUS TUTELLE DES AUTRES MINISTRES SECTORIELS	11 576 000 000	10 485 605 000	5 552 300 770				
347 626 874 900	PROJET DE SUBSTITUTION DU BOIS ENERGIE PAR LE GAZ DOMESTIQUE	2 000 000 000		1 873 000 000				

CHAPITRES	MOUVEMENTS DE CREDITS						
	Dotations Initiales	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de Concours	Dotations Finales
347 626 374 400	PROGRAMME DE PROTECTION DU LITTORAL CONTRE L'EROSION COTIERE (COTONOU-SIAFATO, HILACONDJI-BOUCHE DU ROY, GRAND-POPO, OUIDAH)	14 625 000 000	2 200 000 000				
347 626 271 300	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE PROGRAMMES IMMOBILIERS D'HABITAT SOCIAL ET ECONOMIQUE	1 500 000 000	-				
347 626 174 200	ASSAINISSEMENT PLUVIAL DE COTONOU	12 500 000 000	-				
347 625 074 200	MODERNISATION DU SYSTEME DE COLLECTE ET DE GESTION EFFICACE DES DECHETS DANS L'AGGLOMERATION DE COTONOU	750 000 000	750 000 000	-			
347 608 874 300	SOUS-PROGRAMME LUTTE CONTRE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE DANS LES MILIEUX CONTINENTAL, COTIER ET MARIN	200 000 000	13 000 000				
347 601 472 400	PROJET D'AMENAGEMENT URBAIN ET D'APPUI A LA DECENTRALISATION (PAURAD)	5 933 183 000	16 000 000				
347 000 277 100	EQUIPEMENT SOCIO-ADMINISTRATIF	172 523 000	17 000 000				
343 624 536 300	FADEC-ASSAINISSEMENT DES VILLES A STATUT PARTICULIER	4 747 500 000	2 000 000	1 220 000			
343 602 334 100	PROJET ETUDES ex MUHA	1 400 000 000	7 000 000	293 250 000			
343 600 232 600	PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL (PAI)	400 000 000	114 000 000	1 626 250 000			

CHAPITRES		MOUVEMENTS DE CREDITS						
		Dotation Initiale	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de Concours	Dotation Finale
348 626 484 200	PROGRAMME DE REBOISEMENT INTENSIF DUTERRITOIRE NATIONAL PAR DES MESURES INCITATIVES	800 000 000	113 300 000	113 300 000				
348 606 384 200	PROGRAMME DE GESTION DES FORETS ETTERITOIRES RIVERAIN DU BENIN	2 100 000 000	1 265 159 000	865 159 000				
347 627 177 600	PROGRAMME INTERCOMMUNAL DE REHABILITATION DU LAC AHEME	100 000 000	137 000 000	4 000 000				
347 626 774 900	PROJET DE PROMOTION DE LA PRODUCTION DESEMBAIAGES BIODEGRADABLES	200 000 000		50 000 000				
35	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT	11 355 393 000		-	-			11 355 393 000
36	MINISTERE DE LA SANTE	81 813 631 000	1 122 000 000	1 187 000 000	3 111 327 358			84 924 958 358
366 625 963 200	ETUDE DU PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT D'UN CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE ET D'UNE UNITE DE RADIOTHERAPIE	480 559 000		170 000 000				
367 200 471 100	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES DE L'EQUIPEMENT ET DE LA MAINTENANCE	1 178 738 000		-				
366 000 161 100	CHARGES COMMUNES	2 332 429 000		-				
366 200 461 100	DIRECTION NATIONALE DE LA SANTE PUBLIQUE	1 917 758 000	642 000 000	642 000 000				
366 204 363 100	ASSISTANCE AUX HEMODIALYSES	2 300 000 000		-				
366 601 164 500	PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME	1 614 000 000		-	1 467 900 000			

CHAPITRES		MOUVEMENTS DE CREDITS						
		Dotation Initiale	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de Concours	Dotation Finale
36	366 625 863 300	2 184 000 000	480 000 000	375 000 000	100 000 000			
	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'HOPITAL DE ZONE D'ALADA							
	366 601 363 600	2 374 000 000			1 543 427 358			
37	MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES MINES	148 500 352 000	39 098 501 856	5 898 501 856	-			148 500 352 000
	PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE THERMIQUE DE 120 MEGAWATTS A MARIA GLETA (PREMIERE PHASE DE LA CENTRALE THERMIQUE DE 40	9 572 188 000	23 000 000 000	800 000 000				
	APPROVISIONNEMENT EN CARBURANT ET LUBRIFIANTS DES GROUPES ELECTROGENES, DES CENTRALES THERMIQUES DE MRL, AGGREKO ET APR	41 422 000 000		-				
38	377 630 476 200	16 098 501 856	5 098 501 856	1 117 916 000				
	DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES MULTIFONCTIONS ET GESTION DURABLE DES RESSOURCES EN EAU							
	377 608 173 100							
39	MINISTERE DU TOURISME ET DE LA CULTURE	35 755 346 000	-		72 450 000			35 827 796 000
	CABINET DU MINISTRE	432 108 000			72 450 000			
	384 100 148 300							
39	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	105 822 596 000	7 950 307 000	2 652 150 000	11 218 645 640			117 041 241 640
	RECHERCHE AGRONOMIQUE	2 100 000 000		-	11 218 645 640			
	394 201 647 300							

CHAPITRES	MOUVEMENTS DE CREDITS						
	Dotation Initiale	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de Concours	Dotation Finale
398 205 283 900	PROMOTION DES FILIERES AGRICOLES (ACQUISITION DE SEMENCES AMELIOREE ET D'INTRANS SPECIFIQUES)	2 000 000 000	-				
398 205 783 400	ONS - REMBOURSEMENT CREANCE SUR SONAPRA	1 000 000 000	-				
398 206 983 100	SUBVENTION A BENIN-TRACTEURS	100 000 000	-				
398 300 182 100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DE L'ALIBORI	179 545 000	-				-
398 300 282 100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DE L'ATACORA	266 727 000	-				-
398 300 382 100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DE L'ATLANTIQUE	243 613 000	-				-
398 300 482 100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DU BORGOU	239 393 000	-				-
398 300 582 100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DES COLLINES	175 722 000	-				-
398 300 682 100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DU COUFO	180 038 000	-				-

CHAPITRES	MOUVEMENTS DE CREDITS						
	Dotation Initiale	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de Concours	Dotation Finale
398 300 782 100	-	119 459 000	-				-
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DE LA DONGA							
398 300 882 100	-	82 545 000	-				-
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DU LITTORAL							
398 300 982 100	-	180 037 000	-				-
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DU MONO							
398 301 082 100	-	265 473 000	-				-
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DE L'OUEME							
398 301 182 100	-	147 485 000	-				-
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DU PLATEAU							
398 301 282 100	-	263 582 000	-				-
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DU ZOU							
398 301 382 700	1 693 160 000	51 976 000	-				
GERPA ATACORA - DONGA							
398 301 482 700	1 329 902 000		-				
GERPA ATLANTIQUE - LITTORAL							
398 301 582 700	2 542 811 000		-				
GERPA BORGOU - ALIBORI							
398 301 682 700	1 382 693 000		-				
GERPA MONO - COUFU							
398 301 782 700	1 479 663 000		-				
GERPA OUEME - PLATEAU							
398 301 882 700	1 855 331 000		-				
GERPA ZOU - COLLINES							

CHAPITRES		MOUVEMENTS DE CREDITS						
		Dotation Initiale	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de Concours	Dotation Finale
398 400 883 100	AGENCE DE DEVELOPEMENT DE LA MECANISATION AGRICOLE	2 000 000 000		-				
398 400 982 200	AGENCE DE PROMOTION DES AMENAGEMENTS HYDRO-AGRIQUES	500 000 000		-				
398 401 282 700	AGENCE TERRITORIALE DE DEVELOPEMENT AGRICOLE DE MAILANVILLE (ATDA 1)	-	793 531 000	-				-
398 401 382 700	AGENCE TERRITORIALE DE DEVELOPEMENT AGRICOLE DE KANDI (ATDA 2)	-	793 531 000	-				-
398 401 482 700	AGENCE TERRITORIALE DE DEVELOPEMENT AGRICOLE DE NATTINGOU (ATDA 3)	-	593 530 000	-				-
398 401 582 700	AGENCE TERRITORIALE DE DEVELOPEMENT AGRICOLE DE PARAKOU (ATDA 4)	-	593 530 000	-				-
398 401 682 700	AGENCE TERRITORIALE DE DEVELOPEMENT AGRICOLE D'ABOMEY (ATDA 5)	-	593 530 000	-				-
398 401 782 700	AGENCE TERRITORIALE DE DEVELOPEMENT AGRICOLE DE POBE (ATDA 6)	-	593 530 000	-				-
398 401 882 700	AGENCE TERRITORIALE DE DEVELOPEMENT AGRICOLE D'ABOMEY-CALAVI (ATDA 7)	-	593 530 000	-				-
398 614 585 200	PROJET D'APPUI AUX FILIERES LAIT ET VIANDES (PAFILAV)	4 500 000 000	-	499 150 000				-
40	MINISTRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES SPORTS	18 985 456 000	-	-	1 826 600 000			20 812 056 000

CHAPITRES		MOUVEMENTS DE CREDITS						
		Dotation Initiale	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de Concours	Dotation Finale
	405 201 854 200	1 000 000 000			1 826 600 000			
								-
44	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	74 214 621 000	2 100 000 000	18 000 000 000	340 800 000			74 555 421 000
	444 000 145 100	13 899 317 000			340 800 000			
	444 601 341 900	16 000 000 000		16 000 000 000				
	444 401 846 400	150 000 000						
	444 601 146 900	8 782 200 000		2 000 000 000				
	444 601 246 900	1 480 000 000	2 000 000 000					
	444 203 646 200	1 846 317 000	100 000 000					
51	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DES TRANSPORTS	168 699 574 000	9 120 000 000	-	-			168 699 574 000
	517 602 177 200	1 324 000 000	2 000 000 000					

CHAPITRES		MOUVEMENTS DE CREDITS						
		Dotation Initiale	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de Concours	Dotation Finale
517 607 077 200	ETUDE TECHNIQUE DE REHABILITATION DES TRAVAUX DE LA ROUTE CALAVI BOHICON-DAN	8 323 000 000	500 000 000					
517 621 077 200	Programme d'urgence de refection des routes et pistes dans le cadre des campagnes de commercialisation du cotongraines	1 200 000 000	1 420 000 000					
517 629 077 200	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE PARAKOU-DIOUGOU	4 491 000 000	200 000 000					
517 622 677 200	ETUDE Technico-Economique et d'aménagement et de bitumage de la RNIE: Frontiere Bourkina Keremou Banikoara/ Kandi Segbana traniere Nigeria	6 847 000 000	1 500 000 000					
517 624 371 100	ETUDE DES GRANDS TRAVAUX ROUTIERS	4 430 000 000	1 500 000 000					
517 628 477 200	REHABILITATION DE LA ROUTE PAHOU OUIDAH ILIADJI	3 265 000 000	1 000 000 000					
517 621 577 200	Actualisation de l'etude de faisabilite technico economique et travaux d'aménagement de la route NDAU CHICANDOU	2 236 000 000	1 000 000 000					
60	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	47 684 357 000	-	282 000 000	-			47 684 357 000
602 603 425 100	PROGRAMME DE REDUCTION DE LA DEMANDE ET DE L'OFFRE ILLICITE DE SUBSTANCES PSYCHOTROPES	306 000 000		222 000 000				
602 200 425 200	DR. GENERALE DE LA POLICE REPUBLICAINE	11 787 459 000		60 000 000				

CHAPITRES		MOUVEMENTS DE CREDITS						
		Dotations Initiales	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de Concours	Dotations Finales
61	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE	25 883 711 000		-	-		2 755 019 400	25 883 711 000
	613 600 136 300	11 000 000 000					2 755 019 400	
								-
62	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE	115 575 271 000	497 900 000	264 069 000	6 610 455 000			122 185 726 000
	523 200 234 400	341 096 000		-				
	Direction de la Programmation et de la Prospective							
	623 200 331 100	6 319 548 000	150 150 000	90 150 000				
	DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES (DAF)							
	623 200 435 700	87 580 000		-				
	DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DU PRE ARCHIVAGE							
	623 201 732 600	260 000 000		-				
	PERAC							
	623 203 835 500	64 334 000		-				
	DIRECTION DE LA MEDIATHEQUE DE L'EDUCATION							
	624 000 141 100	18 364 845 000		30 000 000				
	CHARGES COMMUNES							
	624 101 641 200	145 605 000		-				
	INSPECTION GENERALE PEDAGOGIQUE (EX-DIP)							
	624 200 442 300	284 391 000		-				
	Direction de l'Enseignement Primaire							
	624 202 341 100	60 000 000		-				
	PLAN DECENNAL EDUCATION							
	624 202 842 200	118 196 000		-				
	DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT MATERNEL							
	624 204 741 100	60 000 000		212 750 000				
	APPUI AU FONCTIONNEMENT ET AUX ACTIVITES DES ORGANES DE PILOTAGE DU STP/PDSE							

CHAPITRES		MOUVEMENTS DE CREDITS						
		Dotations Initiales	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de Concours	Dotations Finales
624 300 142 100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE DE L'ALIBORI	36 550 000	10 000 000	-				
623 100 331 200	SECRETARIAT GENERAL	118 619 000		-				-
623 100 232 700	INSPECTION GENERALE DU MINISTRE	89 251 000	15 000 000	-				
624 300 241 200	Direction Départementale de l'Enseignement de l'Ancora	9 539 829 000	10 000 000	-				
627 202 771 100	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES, DE L'EQUIPEMENT ET DE LA MAINTENANCE	81 617 000		-				
625 201 052 100	Direction de la Commission Béninoise pour l'UNESCO	95 469 000		-				
624 300 341 200	Direction Départementale de l'Enseignement de l'Atlantique	9 509 857 000	10 000 000	-				
624 300 441 200	Direction Départementale de l'Enseignement du Borgou	9 612 643 000	10 000 000	-				
624 300 542 100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE DES COLLINES	33 605 000	10 000 000	-				
624 300 642 100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE DU COUFO	33 390 000	10 000 000	-				

CHAPITRES		MOUVEMENTS DE CREDITS						
		Dotation Initiale	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de Concours	Dotation Finale
624 300 742 100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE DE LA DONGA	34 050 000	10 000 000	-				
624 300 842 100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE DU LITTORAL	32 760 000	10 000 000	-				
624 300 941 200	Direction Départementale de l'Enseignement du Mono	11 177 060 000	10 000 000	-				
624 301 041 200	Direction Départementale de l'Enseignement de l'Quémé	10 210 076 000	10 000 000	-				
624 301 142 100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE DU PLATEAU	34 812 000	10 000 000	-				
624 301 241 200	Direction Départementale de l'Enseignement du Zou	12 617 152 000	10 000 000	-				
624 400 542 300	CANTINES SCOLAIRES	1 000 000 000		-	2 700 000 000			
624 613 242 300	PROG. SPECIAL DE CONSTRUCTION, DE REHABILITATION ET D'EQUIP. DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES DES ZONES A BESOINS SPECIFIQUES (PSC	2 698 177 000		135 319 000	1 729 350 000			

CHAPITRES		MOUVEMENTS DE CREDITS						
		Dotation Initiale	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de Concours	Dotation Finale
624 613 341 100	PROG. DE CONSTRUCTION, DE REHABILITATION, D'EQUIP ET DE VIABILISATION DES ECOLES NORMALES, D'INSTITUTEURS ET DES CIRCONSCRIPTIONS	885 094 000		2 640 000	1 634 850 000			
624 613 441 200	PROG. D'APPUI INSTITUTIONNEL ET DE RENFORCEMENT DE CAPACITES DU MEMP (PAIRCA - MEMP)	207 628 000		5 960 000				
624 610 043 100	Programme de construction et d'équipement d'écoles primaires au Bénin (JAPON 6, PHASE 6)	2 580 000 000			36 255 000			
624 612 142 300	PROGRAMME "UN ELEVE SOUS UN TOIT UNE CLASSE ET UN MAITRE POUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE" (Projet de développement de l'éducation BID III)	4 120 461 000			510 000 000			
63	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE ,TECHNIQUE ET DE LA FORMATION ET PROFESSIONNELLE	78 754 443 000	-	77 000 000	-	368 100 000		78 754 443 000
634 000 145 100	CHARGES COMMUNES	13 420 966 000		77 000 000				
634 613 443 100	PROJET D'APPUI A L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE AU BENIN	2 776 536 000				368 100 000		
64	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION	32 507 601 000	100 000 000	242 500 000	5 119 125 733			37 626 726 733

CHAPITRES		MOUVEMENTS DE CREDITS						
		Dotation Initiale	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de Concours	Dotation Finale
641 303 116 500	CONSULAT GENERAL DU BENIN A PARIS	577 160 000		-	239 476 526			
641 303 216 500	CONSULAT DU BENIN A DIEDDAH	420 741 000		-	129 378 421			
641 303 416 500	AMBASSADE DU BENIN A BERLIN	565 519 000		-	45 277 164			
641 303 516 500	AMBASSADE DU BENIN A DOHA (POSTE DIPLOMATIQUE)	397 981 000		-	112 480 420			
641 303 616 500	AMBASSADE DU BENIN A ROME (POSTE DIPLOMATIQUE)	437 843 000		-	67 294 317			
641 303 716 500	AMBASSADE DU BENIN A ROME-QUIRINAL (POSTE DIPLOMATIQUE)	419 505 000		-	78 324 253			
641 303 816 500	AMBASSADE DU BENIN A ANKARA (POSTE DIPLOMATIQUE)	466 413 000		-	2 735 493			
641 304 016 500	AMBASSADE DU BENIN A ALGER (POSTE DIPLOMATIQUE)	367 576 000		-	201 196 801			
641 304 116 500	AMBASSADE DU BENIN A TEHERAN	243 729 000		-	194 352 963			
641 304 216 500	CONSULAT GENERAL DU BENIN A NEW YORK	283 250 000		-	-			
641 000 216 100	EQUIPEMENT SOCIO-ADMINISTRATIF	1 010 148 000		120 000 000	-			
641 600 316 100	PROJET APPI INSTITUTIONNEL	477 815 000		122 500 000	-			
641 000 316 500	EQUIPEMENT SOCIO-ADMINISTRATIF DES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	550 000 000	100 000 000	-	-			
641 300 116 500	Ambassade du Bénin à ACCRA (Poste diplomatique)	363 345 000		-	119 656 894			

CHAPITRES	MOUVEMENTS DE CREDITS						
	Dotations Initiales	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de Concours	Dotations Finales
641 300 216 500	Ambassade du Bénin à BEIJING (Poste diplomatique)	599 318 000	-	206 576 351			
641 300 416 500	Ambassade du Bénin à BRUXELLES (Poste diplomatique)	701 865 000	-	262 028 579			
641 300 516 500	Ambassade du Bénin à KINSHASA (Poste diplomatique)	386 156 000	-	34 874 160			
641 300 616 500	Ambassade du Bénin à LAGOS (Poste diplomatique)	411 419 000	-	137 267 770			
641 300 816 500	Ambassade du Bénin à LIBREVILLE (Poste diplomatique)	265 916 000	-	202 810 560			
641 300 916 500	Ambassade du Bénin à MOSCOU (Poste diplomatique)	425 316 000	-	237 173 145			
641 301 016 500	Ambassade du Bénin à NEW YORK (Poste diplomatique)	1 254 744 000	-	95 523 543			
641 301 116 500	Ambassade du Bénin à NIAMEY (Poste diplomatique)	185 302 000	-	62 372 988			
641 301 216 500	Ambassade du Bénin à OTTAWA (Poste diplomatique)	325 185 000	-	72 948 898			
641 301 316 500	Ambassade du Bénin à PARIS(Poste diplomatique)	863 874 000	-	730 550 985			
641 301 416 500	Délégation permanente du Bénin à l'UNESCO (Poste diplomatique)	770 249 000	-	147 839 068			
641 301 616 500	Ambassade du Bénin à WASHINGTON (Poste diplomatique)	944 825 000	-	144 808 255			

CHAPITRES		MOUVEMENTS DE CREDITS						
		Dotation Initiale	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de Concours	Dotation Finale
641 301 716 500	Ambassade du Bénin à ABIDJAN (Poste diplomatique)	231 119 000		-	-			
641 301 816 500	Ambassade du Bénin à RABAT (Poste diplomatique)	350 154 000		-	16 731 554			
641 301 916 500	Ambassade du Bénin à ABUJA (Poste diplomatique)	511 725 000		-	218 914 211			
641 302 016 500	Ambassade du Bénin à PRETORIA (Poste diplomatique)	575 091 000		-	-			
641 302 116 500	AMBASSADE DU BENIN A RIVAD	377 433 000		-	149 609 132			
641 302 316 500	Ambassade du Bénin à GENEVE	1 280 786 000		-	76 470 458			
641 302 416 500	AMBASSADE DU BENIN AU KOWEIT	429 925 000		-	73 899 378			
641 302 516 500	AMBASSADE DU BENIN A TOKYO	616 513 000		-	502 090 774			
641 302 616 500	AMBASSADE DU BENIN A ADDIS-ABEBA	389 937 000		-	265 500 546			
641 302 916 500	AMBASSADE DU BENIN A COPENHAGUE	703 344 000		-	196 703 939			
641 303 016 500	AMBASSADE DU BENIN A BRASILIA	518 996 000		-	196 258 247			

B- Prise d'actes réglementaires pour l'application du texte de loi

Pour la gestion budgétaire 2017, plusieurs actes réglementaires sont pris en gestion aux fins d'opérationnaliser les dispositions de la loi de finances. Ils sont relatifs :

- au décret n°2017-215 du 10 avril 2017 fixant les modalités d'application de l'article 21 de la loi n°2016-33 du 26 décembre 2016 portant loi de finances pour la gestion 2017. La prise de ce décret vise à faire obligation à tous les usagers des Administrations Financières de se faire attribuer un numéro IFU. Il s'agit des :
 - personnes physiques menant des activités salariées, commerciales ou non commerciales ou disposant de revenus ;
 - propriétaires d'immeubles bâtis ou non bâtis ou présumés tels,
 - entreprises exerçant une activité commerciale ou non commerciale, artisanale ou agricole sur le territoire du Bénin, quels que soient leur forme, leur statut juridique et leur nationalité ;
 - Administrations Publiques Centrales, Etablissements Publics et Collectivités Locales ;
 - Ambassades et Organisations Internationales accréditées au Bénin,
 - Associations et Organisations Nationales ou Etrangères régulièrement déclarées ou autorisées, Syndicats Professionnels et Partis Politiques et toute personne Morale de Droit Privé ;
- à l'arrêté interministériel n° 1080-c/MIT/MEF/MIT/DC/SGM/DGI/RNI/155SGG17 portant création du comité de supervision et de coordination du recouvrement de la Taxe sur les Véhicules à Moteur (TVM) et de la taxe Professionnelle Synthétique sur les transports Routiers (TPS/TR) au niveau du Centre National de Sécurité Routière ;
- à l'arrêté interministériel n° 2377-c/MPD/MEF/MIT/MICA/DC/SGM/DGDDI-ANatt portant exonération des droits et taxes de douanes et de la TVA sur les véhicules neufs à quatre roues importés, fabriqués ou vendus à l'état neuf destinées à la mise en place d'une flotte de taxis. Lesdits véhicules sont soumis au paiement de taxes PSC (1%), PC (0,5%), taxe de statistique (5%), timbre douanier (4%) et de la taxe statistique et taxe de voirie (0,85%).



CONCLUSION

L'exécution de la loi de finances pour la gestion 2017 a abouti à des résultats globalement satisfaisants au double plans de la mobilisation des ressources et de la qualité de la dépense publique. La prouesse réalisée par les administrations financières des prévisions en est une manifestation.

Au plan des dépenses les résultats sont également élogieux, surtout en ce qui concerne la maîtrise du train de vie de l'Etat et l'accélération des investissements publics.

Par ailleurs, l'exécution du budget de l'Etat à fin décembre 2017 affiche un déficit de **282 971,2 millions de FCFA, en baisse de 407 289,8 millions de FCFA par rapport au niveau prévisionnel de 690 261 millions de FCFA.**

Les mesures d'assainissement des finances publiques et de rationalisation des charges publiques devront se poursuivre pour viser le retour au respect de la norme communautaire de déficit fixée à 3% du PIB pourrait être réalisé.

Cotonou, le 15 MARS 2018

LE DIRECTEUR GENERAL
DU BUDGET

Rodrigue S. CHAOU